



RAPPORT ANNUEL

**PROJET AESTP
BDI 04 017 11**

APPUI A L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

2009

Table des matières

1	FICHE PROJET	2
2	SITUATION ACTUELLE EN BREF	3
3	BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES	4
3.1	Aperçu des activités	4
3.2	Analyse de la planification des activités	6
4	BILAN DES FINANCES	8
4.1	Aperçu des dépenses par rapport au planning financier	8
4.2	Analyse du planning financier	17
5	SUIVI DES INDICATEURS	18
5.1	Objectif spécifique	18
5.2	Résultats	18
6	APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI	19
6.1	Efficience	19
6.2	Efficacité	19
6.3	Durabilité	19
7	MESURES ET RECOMMANDATIONS	20
7.1	Extrait rapport smcl 2010	20
7.2	Extrait rapport smcl 2009	22
7.3	Extrait rapport MTR	28
8	NOUVEAU PLANNING (ANNEE N+1)	31
8.1	PLANNING DES ACTIVITES DE L'ANNEE N+1	31
8.2	PLANNING FINANCIER DE L'ANNEE N+1	31
9	CONCLUSIONS	32
9.1	Avis de la smcl sur les recommandations	33
10	ANNEXES	34
10.1	Tracking Gantt view / Activités	
10.2	Rapport de base / Activités (AdeptTracker)	
10.3	Mesure des indicateurs	
10.4	CHECKLIST EFFICIENCE	35
10.5	CHECLIST EFFICACITE	38
10.6	CHECKLIST DURABILITE	40
10.7	SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA SMCL	42
10.8	ENCODAGE DANS PIT	43
10.9	CADRE LOGIQUE	44
10.10	MARCHE PUBLIC	56

1 FICHE PROJET

Projet:	BDI 04 017 11 AESTP (Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel)
Pays:	Burundi
Secteur et sous –secteur CAD:	Education
Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution:	Ministère de l'enseignement primaire et secondaire
Agences d'exécution:	Agence Belge de Développement (CTB)
Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB:	Delco (le 25.09.05) AT construction (le 28.11.05)
Durée de la prestation (selon AS/CS):	60 mois (CS : 72 mois)
Date de démarrage de la prestation :	01.05.2005
Selon AS/CS :	01.05.2005
Effective :	01.05.2005
Date de clôture de la prestation	
Selon AS/CS:	30 avril 2010
Définitive:	30 novembre 2010 (après prolongation 7 mois)
Modalités de gestion de la prestation:	cogestion et régie
Budget total de la prestation:	3.620.102 euro Etat Burundais 10.840.941 euro Etat Belge Participation APEFE
Période couverte par le rapport :	janvier 2009 – décembre 2009

2 SITUATION ACTUELLE EN BREF

Le Ministère de l'Education Nationale est subdivisé en 3 ministères suite au remaniement ministériel intervenu le 29 janvier 2009.

Le projet dépend désormais du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (MEPS).

Les deux autres ministères ont en charge l'enseignement des métiers et la formation professionnelle, ainsi que l'enseignement supérieur et recherche scientifique.

Un tel changement institutionnel occasionne l'instabilité des autorités ministérielles et par conséquent le manque de continuité dans le traitement et le suivi de certains dossiers, ce qui est préjudiciable au bon déroulement des activités du projet.

En outre, avec l'existence de plusieurs ministères responsables de l'enseignement et de la formation, un danger réel existe qu'il y ait double emploi et/ou conflit(s) sur le champ d'action des uns et des autres.

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

3.1 Aperçu des activités

Voir à ce sujet les rapports semestriels de la SMCL 2009

Activités 2009

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
R1.												
Activités 1	X	X	X	X	X	X			X	X	X	X
Activités 2	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X
Activités 3												
Activités 4												
Activités 5												
Activités 6	X	X	X	X	X	X	X					
Activités 7	X	X	X							X	X	X
Activités 8												
Activités 9												
R2.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités 3												
Activités 4												
Activités 5												
Activités 6												
Activités 7	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activités 8												
Activités 9	X	X	X	X	X	X					X	X
Activités 10	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activités 11	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activités 12	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

3.2 Analyse de la planification des activités¹

Résultat 1 La formation correspond au marché de l'emploi : continuation des activités lancées en 2006.

Les unités de Conseil et Placement sont actives dans les écoles et organisent des formations « entreprenariat » pour les lauréats des écoles. Elles organisent également des conférences concernant la création d'association et invitent des gestionnaires d'associations existantes dans les écoles pour y répondre aux questions des lauréats. Elles participent également activement à l'organisation de stages pour les jeunes.

Résultat 2 La formation des personnels éducatifs et des apprenants de l'ESTP a reçu un appui décisif : continuation des activités lancées en 2006.

Plusieurs formations spécifiques ont été organisées pour les enseignants et les conseillers pédagogiques.

Une délégation du MEPS composée du DI deux conseillers du cabinet et de la DG EST ainsi que le chargé des affaires pédagogiques, a effectué une visite de travail dans différentes écoles (primaire, enseignement général, enseignement technique, haute école) et l'administration centrale d'un groupe scolaire. L'objectif principal était d'analyser l'organisation de l'enseignement en Flandre pour la comparer avec l'organisation du même type d'enseignement au Burundi et de proposer des améliorations dans certains domaines : administratifs, financier, pédagogique, etc.

Le projet AESTP renforce les capacités techniques des professeurs et conseillers pédagogiques en organisant des formations pratiques dans leur domaine spécifique. Trois formations de deux semaines « installation salle multimédia » ont été organisées pour les enseignants des différentes écoles et les conseillers spécifiques. Il s'agissait de formation en :

- électricité : installation électricité dans les salles multimédia : préparer les plans, le matériel et exécuter les travaux d'électricité
- réseau : équiper les salles multimédia d'un réseau : préparer les travaux, exécuter les travaux, gérer la salle multimédia
- mécanique : fabrication de tables et chaises pour les salles multimédia : préparer les schémas, établir les devis correspondants, préparer le matériel et exécuter les travaux

Après ces formations les enseignants (dans le cadre de leurs cours) installent des salles multimédia dans d'autres écoles techniques du projet

Le projet appuie les écoles à organiser des stages (au sein de l'établissement) et des cours de travaux pratiques où la formation est mise en application.

¹ Pour l'analyse détaillée voir les rapports semestriels de la SMCL de 2008 et le rapport de la commission d'évaluation à mi parcours de décembre 2007

Une plateforme a été créée avec plusieurs organismes (Don Bosco, Witar, CEM-APEFE, AESTP, CFP) afin de pouvoir organiser plus de formations pour enseignants et conseillers pédagogiques.

Résultat 3 L'accès à l'enseignement technique et professionnel est devenu plus efficient : continuation des activités lancées en 2006.

Le projet accompagne 848 élèves indigents.

Résultat 4 Les écoles du projet génèrent des revenus propres : continuation des activités lancées en 2006

Le projet continue à appuyer les écoles qui introduisent des projets d'autofinancement.

Résultat 5 : les activités du résultat 5 ont été transférées vers les résultats 6 et 8 (SMCL du 06.06.2007)

Résultat 6 Les écoles du projet, la DG EST et le BEET possèdent de nouveaux équipements modernes et des matières d'œuvre :

- DAO équipements, matériels didactiques, matière d'œuvre et livres lancés en mars 2008

- livraison et réception partielles du matériel des équipements et des matières d'œuvre en décembre 2008

La totalité du matériel, des équipements, des matières d'œuvre et des manuels a été réceptionnée en Q1 2009

Résultat 7 : les activités du résultat 7 ont été transférées vers le résultat 8 (SMCL du 06.06.2007)

Résultat 8 Des extensions d'écoles du projet et des réhabilitations sont réalisées :

- 7 écoles + le bâtiment de la DG EST sont réceptionnés

- construction en cours de deux écoles supplémentaires depuis le mois de novembre 2008, à savoir l'ITAB Gihanga et l'ITAB Kigamba

Pour la construction de ces écoles le projet utilise des matériaux de construction locaux (BTCS) et un système d'évacuation des eaux usées écologique

Le projet a également mis en application un système de maintenance dans les écoles. Ces projets de maintenance sont financés par le projet mais exécutés par les élèves des écoles dans le cadre de leurs travaux pratiques et/ou stages.

Le projet a proposé de créer une ligne budgétaire 09 pour la construction (en régie) d'une dixième école (LT Rugombo) avec le reliquat des lignes budgétaires 08

4 BILAN DES FINANCES

4.1 aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Budget vs Réels (Year to Month, by Quarter) of BDI0401711

Project Title : Appui à l'enseignement secondaires technique et professionnel

Budget Version : D01
Currency : EUR

Year to month : 31/12/2009

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Status	Fin Month	Amount	2009	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
A RE-DYNAMISER											
01 LA FORMATION EST											
	01 Unité "Conseil et placement	8.894.329,31	5.020.965,15	1.836.104,25	3.184.839,14	569.970,82	359.074,57	3.027.962,86	8.046.865,02	845.359,29	90%
	02 Etablir les liens avec les	63.998,08	39.495,70	181,58	5.764,36	4.852,37	8.632,08	19.170,38	68.666,08	5.332,00	92%
	03 Etude de base et	20.000,00	10.865,77	181,58	1.009,58	2.464,30	2.228,85	5.679,73	16.545,50	3.454,50	83%
	04 Analyse des besoins en	5.000,00	1.670,31			195,58	288,55	973,43	2.543,74	2.396,26	63%
	05 Déterminer les profils	763,53	763,53						753,53	0,00	100%
	06 Soutenir l'observatoire de	114,69	114,69						114,69	0,00	100%
	07 Identifier les nouveaux	0,01	0,00						0,00	0,01	0%
	08 Opérationnaliser les stages	16.000,00	16.498,27						16.498,27	-1.498,27	110%
	09 Impliquer les opérateurs	23.000,00	9.463,27		4.444,07	1.952,49	6.120,57	12.517,22	21.990,49	1.019,51	96%
02 LA FORMATION DES											
	01 Formation du personnel de		229.309,57	27.029,03	25.006,00	50.553,55	35.973,39	138.641,97	367.951,64	145.166,77	72%
	02 Formation des conseillers		0,02						0,00	0,02	0%
	03 Formation des	32.388,96	32.388,95						32.368,96	0,00	100%
	04 Formation des enseignants		0,00						0,00	-0,01	0%
	05 Formation des enseignants		0,00						0,00	-0,01	0%
			0,00						0,00	0,01	0%
	REGIE	1.777.000,00	1.016.628,13	65.991,15	75.223,90	70.153,55	76.833,55	288.302,26	1.304.930,38	472.069,62	75,00
	COGEST	9.010.989,00	5.087.671,64	1.840.839,16	322.579,40	510.634,45	374.311,56	3.048.455,56	8.156.127,19	874.662,81	90,00
	TOTAL	10.787.989,00	6.104.299,77	1.905.830,31	397.894,30	580.788,01	451.246,21	3.336.757,92	9.441.057,57	1.346.932,43	89,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BD10401711

Project Title : Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel

Budget Version : D01
Currency : EUR
YEM :

Year to month : 31/12/2009

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

Status	Fin Mode	Amount	2008	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
06	Accompagnement des										
	COGEST	-0,02	0,00						0,00	-0,02	0%
07	Accompagnement des										
	COGEST	21.873,00	12.938,94	3.482,11	661,25		7.338,32	11.461,68	24.400,62	-2.527,62	112%
08	Appuyer les nouvelles										
	COGEST	0,01	0,00						0,00	0,01	0%
09	Production de matériel										
	COGEST	41.335,41	10.682,87	652,54			652,54	652,54	11.335,41	30.000,00	27%
10	Organisation et suivi des										
	COGEST	37.910,00	19.595,17	2.749,49	4.537,67	2.375,00	7.134,99	16.797,15	36.392,32	1.517,68	96%
11	Formation des personnels										
	COGEST	136.831,04	92.938,45						92.938,45	42.692,59	69%
12	Formation des personnels										
	COGEST	244.000,00	60.785,28	20.164,89	19.887,08	48.178,55	21.500,08	109.730,60	170.515,88	73.484,12	70%
03 L'ACCES A											
	COGEST	96.000,00	24.535,18	21.183,47	1.084,84		27.987,33	50.265,64	74.800,82	21.195,18	78%
01	Améliorer les modalités de										
	COGEST	1.000,00	0,00						0,00	1.000,00	0%
02	Promouvoir l'accès des										
	COGEST	38.000,00	9.784,47	1.084,84			1.084,84	1.084,84	10.869,31	27.130,69	29%
03	Accompagner les élèves										
	COGEST	57.000,00	14.750,71	21.103,47			27.987,33	49.180,80	63.931,51	-8.931,51	112%
04 LES ECOLES SONT											
	COGEST	32.000,00	21.264,50	-2.320,69	-146,21	-393,72	2.891,12	30,50	21.295,00	10.705,00	67%
01	Attribution de crédits d'auto-										
	COGEST	26.000,00	18.081,68	-2.320,69	-146,21	-393,72	2.891,12	30,50	18.112,18	7.887,82	70%
02	Aider à la préparation des										
	COGEST	3.000,00	1.024,06						1.024,06	1.975,94	34%
03	Suivi de la gestion des										
	COGEST	3.000,00	2.158,76						2.158,76	841,24	72%
05 LES ECOLES ET LEURS											
	COGEST	9.089,25	9.089,25						9.089,25	0,00	100%
01	Actualiser les besoins										
	COGEST	601,61	601,61						601,61	0,00	100%
REGIE											
	REGIE	1.777.000,00	1.016.628,13	65.981,15	75.223,90	70.153,56	76.983,65	286.302,26	1.304.930,38	472.069,62	73,00
COGEST		9.010.990,00	5.087.671,64	1.840.839,16	322.670,40	610.834,45	374.311,56	3.048.455,66	8.136.127,19	874.862,81	90,00
TOTAL		10.787.990,00	6.104.299,77	1.906.830,31	397.894,30	560.768,01	451.245,21	3.336.757,82	9.441.057,57	1.346.932,43	88,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter of BDI0401711)

Project Title : **Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel**Budget Version : **D01**
Currency : **EUR**Year to month : **31/12/2009**Y/M : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Motif	Amount	2008	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
02 Supervision professionnelle		COGEST	-0,01	0,00						0,00	-0,01	0%
03 Réhabiliter 15 écoles et le		COGEST	8.487,84	8.487,84						8.487,84	0,00	100%
04 Réhabiliter les équipements		COGEST	-0,01	0,00						0,00	-0,01	0%
05 Appuyer une stratégie		COGEST	0,02	0,00						0,00	0,02	0%
06 DE NOUVEAUX			4.091.795,00	2.203.554,49	1.868.577,40	4.121,59	200.076,44		1.872.775,42	4.076.329,91	15.465,09	100%
01 Actualiser les besoins		COGEST	292,85	292,85						292,85	0,00	100%
02 Fournir/installer des		COGEST	150,10	150,10						150,10	0,00	100%
03 Fournir des petits		COGEST	3.875.044,32	2.008.803,80	1.866.951,65	4.086,70	196.717,98		1.867.756,32	3.878.560,12	-1.515,80	100%
04 Fournir les équipements et		COGEST	122.375,29	122.375,29						122.375,29	0,00	100%
05 Fournir les équipements et		COGEST	11.801,14	11.801,14						11.801,14	0,00	100%
06 Réhabiliter les équipements		COGEST	82.131,30	60.131,31	1.625,75	34,89	3.358,46		5.019,10	65.150,41	16.980,89	79%
07 DE NOUVEAUX BATIMENTS												
01 Actualiser les besoins		COGEST	0,01	0,00						0,00	0,00	0%
02 Supervision professionnelle		COGEST	-0,01	0,00						0,00	0,01	0%
03 Construire les locaux DG		COGEST	0,02	0,00						0,00	-0,01	0%
04 Construire les extensions		COGEST	-0,01	0,00						0,00	0,02	0%
05 Appuyer une stratégie		COGEST	-0,01	0,00						0,00	-0,01	0%
REGIE			1.777.000,00	1.016.628,13	65.991,15	75.223,90	70.153,56	76.933,65	288.302,26	1.304.930,38	472.069,62	73,00
COGEST			9.070.990,00	5.087.571,64	1.840.839,16	322.670,40	510.694,45	374.311,56	3.048.455,58	8.136.127,19	874.862,81	90,00
TOTAL			10.767.990,00	6.104.299,77	1.906.830,31	397.894,30	580.788,01	451.245,21	3.336.757,82	9.441.057,57	1.346.932,43	86,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI0401711

Project Title : Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel

Budget Version : D01

Currency : EUR

Y/M :

Year to month : 31/12/2009

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fm Module	Amount	2008	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
08 LES REHABILITATIONS ET			3.733.442,06	2.493.736,36	121.443,57	280.922,57	244.280,00	288.872,35	935.516,49	3.429.254,84	304.187,22	92%
01 Actualiser les besoins	COGEST		1.398,39	1.349,65	198,07				198,07	1.547,72	-149,33	111%
02 Etudes et supervision des	COGEST		234.000,00	169.986,56	4.291,87	12.808,24	12.812,41	6.448,08	36.360,60	226.347,16	7.652,84	97%
03 Executer des travaux	COGEST		3.348.043,67	2.281.281,76	113.976,36	263.646,65	228.447,75	253.663,27	859.733,03	3.141.014,79	207.028,88	94%
04 Maintenance / Entretien	COGEST		150.000,00	21.113,39	2.977,27	4.468,67	3.019,84	28.761,00	39.226,78	60.345,17	89.654,83	40%
09 Construction LTC Rugombo			364.863,51	0,00			6.055,42	423,84	6.479,26	6.479,26	348.404,25	2%
01 Construction LTC Rugombo	COGEST		331.758,51	0,00			84,46	-15,83	68,63	68,63	331.687,88	0%
02 Etude et Supervision des	COGEST		23.127,00	0,00			5.870,96	439,67	6.410,63	6.410,63	16.716,37	28%
10 TVA			0,00	0,00			206,77	4.894,45	5.101,22	5.101,22	-5.101,22	7%
01 TVA	COGEST		0,00	0,00			206,77	4.894,45	5.101,22	5.101,22	-5.101,22	7%
Z GENERAL MEANS			1.893.663,69	1.083.314,92	70.725,95	81.061,16	75.417,18	81.570,64	508.774,94	1.392.089,55	501.574,14	74%
01 General Means			1.893.663,69	1.083.314,92	70.725,95	81.061,16	75.333,48	81.353,65	508.474,24	1.391.788,86	501.874,83	73%
01 AT international pédagogique	REGIE		750.000,00	463.805,18	32.288,15	36.906,27	34.352,73	37.003,00	140.550,15	604.355,33	145.644,67	81%
02 AT international logisticien	REGIE		600.000,00	365.776,50	29.424,73	33.445,66	29.372,06	32.139,46	124.381,91	490.168,41	109.841,59	82%
03 Comptables projet	REGIE		56.000,00	20.222,10	1.372,33	2.339,43	1.384,78	2.089,12	7.185,65	27.407,76	28.592,24	49%
04 Personnel local UGP	COGEST		48.000,00	32.533,17	3.317,15	4.069,33	3.854,54	3.909,54	15.270,57	47.803,74	198,26	100%
05 6 véhicules dont un camion	REGIE		280.000,00	137.493,77	2.348,51	984,85	4.551,97	5.520,16	13.405,19	150.899,26	129.100,74	54%
	REGIE		1.777.000,00	1.016.628,13	65.991,15	75.223,90	70.153,56	76.983,65	288.302,26	1.304.990,38	472.069,62	73,00
	COGEST		9.010.990,00	5.087.671,64	1.840.839,16	322.670,40	510.634,45	374.311,56	3.048.455,56	8.136.127,19	874.862,81	90,00
TOTAL			10.787.990,00	6.104.299,77	1.906.830,31	397.894,30	580.788,01	461.245,21	3.336.757,82	9.441.057,57	1.346.932,43	88,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI0401711

Project Title : **Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel**

Budget Version : **D01**
 Currency : **EUR**
 Year : **31/12/2009**

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Spécif	Par Mois	Annuel	2006	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
06 Fonctionnement AT	REGIE	40.000,00	5.346,41	137,11	1.547,89	47,50	-35,08	1.687,22	7.043,63	32.956,37	18%	
07 SMCL et réunions	REGIE	3.000,00	933,55	420,32	360,81			781,13	1.714,68	1.285,32	57%	
08 Evaluation Moyen terme	REGIE	30.000,00	23.050,62					23.050,62	6.949,38	6.949,38	77%	
09 Evaluation finale	REGIE	8.000,00	0,00					0,00	8.000,00	8.000,00	0%	
10 Audit	REGIE	10.000,00	0,00					0,00	10.000,00	10.000,00	0%	
11 Imprévus (3%)	COGEST	18.663,69	18.663,69					18.663,69	0,00	0,00	100%	
12 Frais de fonctionnement	COGEST	50.000,00	15.489,63	1.417,66	1.747,85	1.308,08	727,45	5.202,11	20.691,74	29.308,26	41%	
02 TVA		0,00	0,00			83,70	216,99	300,69	300,69	-300,69	7%	
01 TVA	REGIE	0,00	0,00			83,70	216,99	300,69	300,69	-300,69	7%	
	REGIE	1.777.000,00	1.016.828,13	85.991,15	75.223,90	70.153,56	76.933,65	288.302,26	1.304.930,38	472.080,62	73,00	
	COGEST	9.010.990,00	6.087.671,64	1.840.839,16	322.670,40	510.634,46	374.311,66	3.048.456,56	8.138.127,19	874.862,81	90,00	
	TOTAL	10.787.990,00	6.104.299,77	1.906.830,31	397.894,30	580.788,01	451.245,21	3.336.757,82	9.441.057,57	1.346.943,43	88,00	



INTEGRATED
CLOSING

Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of BD10401711

Project Title: Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel

Planning Period: 2009Q1

End date last closing: 31/12/2009

Currency: EUR

Status	Fin. Mode	Forecast 2009 (version 20090311)	Actual Expenses YTD	Planning vs actuals	% Exec.
A RE-DYNAMISER L'ENSEIGNEMENT					
01 LA FORMATION EST INTEGREE AU MARCHÉ DE					
		12,20	15,00	-2,80	123%
01	Unité "Conseil et placement"	5,00	5,68	-0,68	114%
02	Etablir les liens avec les autres ministères	1,20	1,07	0,13	89%
03	Etude de base et indicateurs de prestations	0,00	0,00	0,00	??
04	Analyse des besoins en main d'oeuvre qualifiée	0,00	0,00	0,00	??
05	Déterminer les profils professionnels et de formation	0,00	0,00	0,00	??
06	Scouter l'observatoire de l'emploi	0,00	0,00	0,00	??
07	Identifier les nouveaux domaines de formation	6,00	8,25	-2,25	138%
08	Opérationnaliser les stages	0,00	0,00	0,00	??
09	Impliquer les opérateurs économiques dans les formations	0,00	0,00	0,00	??
02 LA FORMATION DES PERSONNELS EDUCATIFS ET					
01	Formation du personnel de la DG ESTP	105,50	142,91	-37,41	135%
02	Formation des conseillers du BEET	0,00	0,00	0,00	??
03	Formation des gestionnaires des écoles	0,00	0,00	0,00	??
04	Formation des enseignants	0,00	0,00	0,00	??
	REDIE	354,40	288,65	65,75	81%
	COGEST	3.003,10	3.036,81	-33,71	101%
	TOTAL	3.357,50	3.325,46	32,04	99%



Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of BDI0401711

Project Title: Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel

Planning Version: 2009Q1
 Date: 31/12/2009
 Currency: EUR

Status	Fin Mode	Forecast 2009 (version 2009Q1)	Actual Expenses YTD	Planning vs. Actuals	% Error
	COGES	0,00	0,00	0,00	??%
05 Formation des enseignants encadrant des stagiaires	COGES	0,00	0,00	0,00	??%
05 Accompagnement des stages	COGES	0,00	0,00	0,00	??%
07 Accompagnement des apprenants vers l'auto-emploi	COGES	6,00	11,46	-5,46	191%
08 Appuyer les nouvelles initiatives de formation	COGES	0,00	0,00	0,00	??%
09 Production de matériel didactique et audio-visuel	COGES	16,00	0,85	15,35	4%
10 Organisation et suivi des stages	COGES	10,50	16,80	-6,30	160%
11 Formation des personnels des services centraux	COGES	31,00	4,27	26,73	14%
12 Formation des personnels éducatifs	COGES	42,00	109,73	-67,73	261%
03 L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET		31,00	50,26	-19,26	162%
01 Améliorer les modalités de recrutement du 1er cycle	COGES	0,00	0,00	0,00	??%
02 Promouvoir l'accès des populations défavorisées à l'ESTP	COGES	9,00	1,08	7,92	12%
03 Accompagner les élèves indigents	COGES	22,00	49,18	-27,18	224%
04 LES ECOLES SONT APPUYEES ET GENERENT DES		2,00	0,03	1,97	2%
01 Attribution de crédits d'auto-financement	COGES	0,00	0,03	-0,03	??%
02 Aider à la préparation des projets d'auto-financement	COGES	0,00	0,00	0,00	??%
03 Suivi de la gestion des projets d'auto-financement	COGES	2,00	0,00	2,00	0%
	REGIE	354,40	288,65	65,75	81%
	COGEST	3.003,10	3.036,81	-33,71	101%
	TOTAL	3.357,50	3.325,46	32,04	99%



Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of BDI0401711

Projet Titre **Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel**Planning Version **2009Q1**End date - last closing **31/12/2009**Currency **EUR**

	Status	Fin états	Forecast 2009 (version 2009Q1)	Actual Expenses YTD	Planned vs actuals	% EXEC
06 LES ECOLES ET LEURS EQUIPEMENTS LOURDS SONT						
01 Actualiser les besoins	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
02 Supervision professionnelle des réhabilitations	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
03 Réhabiliter 15 écoles et le BEET	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
04 Réhabiliter les équipements lourds	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
05 Appuyer une stratégie participative dans les réhabilitations	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
06 DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS MODERNES ET DES			1.884,50	1.872,78	11,72	99%
01 Actualiser les besoins	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
02 Fournir/installer des équipements lourds	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
03 Fournir des petits équipements et matières d'oeuvre	COGES		1.881,00	1.867,76	13,24	99%
04 Fournir les équipements et le matériel au BEET	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
05 Fournir les équipements et le matériel à la DG ESTP	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
06 Réhabiliter les équipements lourds	COGES		3,50	5,02	-1,52	143%
07 DE NOUVEAUX BATIMENTS ET EXTENSIONS DES			0,00	0,00	0,00	??%
01 Actualiser les besoins	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
02 Supervision professionnelle des nouvelles constructions	COGES		0,00	0,00	0,00	??%
	RECIE		354,40	288,65	65,75	81%
	COGES		3.009,10	3.036,81	-33,71	101%
	TOTAL		3.357,50	3.325,46	32,04	98%



Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of BDI0401711

Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel

Planning Mission: **2009Q1**
 Date de clôture: **31/12/2009**
 Monnaie: **EUR**

	Comptes	Exercice	Produit/Charges (exercice)	Produit/Charges (plan)	Écart	Pourcentage
07 SMCL et réunions	REGIE	0,80	0,78	0,02	98%	
08 Evaluation Moyen terme	REGIE	0,00	0,00	0,00	?	
09 Evaluation finale	REGIE	0,00	0,00	0,00	?	
10 Auxili	REGIE	0,00	0,00	0,00	?	
11 Imprévis (3%)	COGES	0,00	0,00	0,00	?	
12 Frais de fonctionnement bureau UGP	COGES	5,40	5,14	0,26	95%	
	REGIE	354,40	288,65	65,75	81%	
	COGEST	3.003,10	3.036,81	-33,71	101%	
	TOTAL	3.357,50	3.325,46	32,04	99%	



4.2 Analyse du planning financier

Aucun problème majeur à signaler, à part les difficultés quotidiennes rencontrées par le projet et qui sont dues :

- au manque de motivation de la part du partenaire burundais ce qui fait que les activités organisées par le projet doivent souvent être reportées
- à la lenteur au niveau de l'APEFE dans l'organisation de certaines activités ; notamment le recrutement des experts (inter)nationaux (16 profils identifiés en 2008) qui doivent assurer des formations courtes durées.
- au manque de suivi de la part du partenaire burundais.

5 SUIVI DES INDICATEURS

5.1 Objectif spécifique

Améliorer qualitativement et quantitativement les filières technologiques de l'Enseignement secondaire technique et professionnel.

Résultats :

- Augmentation du nombre de lauréats dans les écoles
- création de 12 associations au niveau des écoles techniques
- 7 écoles réhabilitées + bâtiment de la DG EST

5.2 Résultats

Résultat 1:

- 23 unités conseil et placement installées
- bases de données (entreprises – lauréats) existantes et mises à jour annuellement.

Résultat 2 :

- les formations de courte durée organisées pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet
- accompagnement des lauréats (et enseignants) par le secteur privé dans le cadre des stages, les visites en entreprise et les conférences données dans les écoles aux lauréats
- depuis le début du projet, année scolaire 2005 – 2006, le nombre de lauréats a augmenté de 44 %, de 970 en 2006 à 1397 en 2009
- création de 12 associations d'élèves dans le cadre de la création d'auto-emplois

Résultat 3 :

- le nombre d'élèves indigents pour l'année 2008 – 2009 a légèrement baissé par rapport à l'année précédente : 848 par rapport à 910 (année 2007 – 2008)

Résultat 4 :

- 8 écoles du projet ont introduit un projet d'autofinancement, et les projets sont Plus ou moins bien gérés

Résultat 6 :

- les équipements lourds dans toutes les écoles appuyées par le projet ont été réhabilités
- le nouvel équipement pour les 9 écoles appuyées directement par le projet a été acheminé et la réception a commencé en décembre 2008 et a été finalisé en avril 2009

Résultat 8 :

- 7 écoles ont bénéficiées d'extensions et de réhabilitations
- 5 écoles gèrent bien leurs installations

6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

6.1 Efficience

6.2 Efficacité

6.3 Durabilité

Voir à ce sujet les annexes

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS

Nous constatons que le partenaire burundais au niveau « école » commence à s'organiser et tient compte des recommandations et conseils émis par le projet. Voir à ce sujet

Au niveau « ministère » il n'y a malheureusement aucun signe qui permet de dire que les responsables politiques et opérationnels se soucient vraiment de la qualité de l'enseignement technique.

Les recommandations formulées depuis le début du projet restent d'actualité et – avec les années – se sont concrétisées et étoffées. Voir à ce sujet les extraits de rapports ci-dessous :

- extrait du rapport de la SMCL de janvier 2010 sur les risques et recommandations
- extrait du rapport de la SMCL de janvier 2009 sur les risques et recommandations
- extrait du rapport de la commission d'évaluation à mi parcours (2007)

Extrait du rapport remis à la SMCL de janvier 2010

L'UGP constate que les problèmes soulevés lors de la réunion de la SMCL du 21 janvier 2010 (et des SMCL précédentes) sont toujours d'actualité, à savoir :

- *des compétences techniques très faibles du personnel du pays partenaire*
- *manque de ressources humaines compétentes pour l'enseignement technique*
- *plusieurs activités prévues au DTF concernant le volet social et l'adéquation formation-emploi sont difficilement exécutables (échelle énorme)*
- *difficultés de collaboration avec les partenaires à tous les niveaux (administratifs, enseignants, ...) étant donné la faiblesse des salaires et le manque de motivation*
- *manque de vision*

4.1 points positifs

4.1.1 gestion de certaines écoles techniques

Certaines directions organisent de leur propre initiative des activités qui permettent de mieux gérer leurs écoles et de rendre les écoles plus attractives pour les personnels enseignants et d'encadrement et les élèves

Nous signalons à cet effet les activités organisées par :

- *la direction de l' ET Bubanza*
 - o *suite des travaux de maintenance des infrastructures dans le cadre des travaux pratiques avec les élèves pendant toute l'année scolaire*
 - o *gestion de l'école, y compris la maintenance exécutée par un club de jeunes de l'école et accompagnée et contrôlée par la direction*
 - o *protection de l'environnement*
 - o *la culture de certains produits alimentaires pour améliorer l'alimentation des élèves*
 - o *la construction de nouvelles salles de classe avec un appui de l'école KTA, et des fonds propres et un appui de l'AESTP (stage interne)*
- *la direction de Kiremba*

- gestion des stocks
 - gestion de l'école y compris la maintenance des infrastructures
 - protection de l'environnement
 - construction de deux blocs de salles de classe avec des fonds propres et un appui de l'AESTP (stage interne)
- la direction de l'EPC Kiganda
 - protection de l'environnement : mesures contre l'érosion
 - gestion de l'école, y compris la maintenance
 - la direction de l'ETSA Gitega
 - gestion de l'école
 - aménagement d'une bananeraie : alimentation des internes
 - organisation d'activités culturelles pour les élèves

Au niveau du BEET nous constatons également un changement de comportement important chez 6 conseillers pédagogiques. Nous constatons une présence plus accrue dans tous les domaines d'activités au BEET. Certains conseillers pédagogiques ont su profiter des formations dispensées par le projet AESTP et sont de plus en plus souvent sollicité(e)s pour dispenser des formations dans des ONG ou au sein même des Ministères.

4.1.2 maintenance

Avec le système de maintenance élaboré par le projet AESTP en collaboration avec certaines écoles le MEPS aura les données indispensables quant à la gestion de la maintenance de ses écoles techniques dans les années à venir.

Cela permettra au MEPS de budgétiser la maintenance au mètre carré et de préparer un planning pluriannuel de maintenance pour les écoles.

4.2 risques

4.2.1 suivi accru nécessaire pour certaines écoles

Si certaines directions parviennent, avec leurs personnels, à gérer plus ou moins bien leur école, d'autres, par contre, nécessitent une présence plus accrue de l'administration pour pouvoir organiser de façon satisfaisante l'enseignement dispensé gérer leurs infrastructures et équipements.

L'ETS Kamenge est une de ces écoles qui mériterait d'être suivi soigneusement.

Le Royaume de Belgique a investi plus de un milliard trois cent millions dans la réhabilitation et la construction de nouveaux bâtiments à l'ETS Kamenge. Il est dès lors dommage de constater que seulement un an après les travaux, il ne reste plus grand-chose de ces investissements : portes arrachées, couvercles de réservoirs volées, installation électrique endommagée, etc.

Nous constatons par ailleurs qu'à l'ETS Kamenge le stock des nouveaux équipements du bâtiment K est plus ou moins bien géré. Depuis la descente de responsables de la CTB le 20 novembre 2009 dans les ateliers « mécanique » de l'ETS le responsable de l'atelier « véhicules légers » s'est mis à l'œuvre et a nettement amélioré la gestion de son atelier. Le délai d'un mois pour remettre un inventaire complet du matériel reçu par le projet AESTP n'a pas été respecté. Le responsable de l'atelier a demandé un sursis d'un mois pour compléter le travail (15 janvier 2010). A ce jour il n'existe pas d'inventaire complet du matériel.

L'absence d'un Service Ressources du Matériel (voir TDF du projet AESTP) a fortement perturbé le progrès des activités du projet au niveau du résultat 6

Le projet a organisé un audit international en 2010 dont l'objectif était l'analyse de la situation dans les écoles réhabilitées par le projet et ayant reçu des consommables et des équipements neufs ou dans lesquelles le projet a réhabilité les équipements. Le but est de faire le bilan de la situation au niveau:

- des infrastructures + procédures de maintenance et d'entretien
- des équipements reçus et/ou réhabilités : l'inventaire, la gestion du stock, les procédures de maintenance et d'entretien, les règlements d'atelier, etc

L'audit est demandé de faire une présentation de ses constats et conclusions à la SMCL du mois de mai 2010.

Le rapport final de l'audit sera envoyé à la CTB siège et à la DGCD Bruxelles.

4.2.2 absence de vision concrète

Les Etats membres de l'UNESCO ont adopté une convention¹ sur l'Enseignement Technique et Professionnel qui les engage à formuler des politiques, définir des stratégies et mettre en œuvre, en fonction de leurs besoins et de leurs ressources, des programmes et des cursus pour l'enseignement technique et professionnel destinés aux jeunes et adultes dans le cadre de leurs systèmes éducatifs respectifs afin de leur permettre d'acquérir les connaissances et les savoir-faire indispensables au développement économique et social ainsi qu'à leur épanouissement personnel.

4.2.3 Les problèmes relatifs au paiement des arriérés et les grèves qui en résultent (3 mois pour l'année scolaire 2009 – 2010) constituent un réel danger à l'amélioration de la qualité de l'enseignement technique.

4.2.4 L'absence de délégation de pouvoir au niveau signature de l'ordonnateur bloque l'avancement des activités de projet (constructions !)².

Extrait du rapport de la SMCL de janvier 2009 :

- problèmes constatés + recommandations de l'UGP
- recommandations de la commission d'évaluation à mi parcours de décembre 2007

L'UGP constate que les problèmes soulevés lors de la réunion de la SMCL du 7 juillet (et des SMCL précédentes) sont toujours d'actualité, à savoir :

- problèmes liées aux ressources humaines :
 - o manque de ressources humaines
 - o niveau des qualifications
 - o motivation des ressources humaines
- manque de vision concernant l'organisation de l'enseignement technique et professionnel
- problèmes liés à la validation des nouveaux programmes
- problèmes liés au financement des stages

3.1. Ressources humaines : nombre, qualifications et motivation

Nombre & qualification

¹ UNESCO, 25^{ème} session de la conférence générale, 16 novembre 1989

² Ce problème a déjà été signalé lors de la réunion de la SMCL du 06/06/2006

La commission d'évaluation à mi parcours a suggéré dans son rapport (p. 25 point Résultat 2 et P. 51 point 7) et explicité dans les entretiens qu'elle a eu avec le DG EST d'identifier des enseignants qualifiés en vue de les appuyer d'avantage afin qu'ils puissent fonctionner comme « formateur » et devenir « formateur de formateur » (annexe n° 9).

PROPOSITIONS DE L'UGP

L'UGP suit les recommandations de la commission d'évaluation et identifie les enseignants qui peuvent être intégrés dans le système de formations organisé par l'UGP.

L'identification de ces ressources humaines se fait après une formation suivie d'un test organisé par le projet.

Motivation

L'UGP tient à informer la SMCL que depuis le début du projet en 2005, l'organisation de toute activité est entravée ou importunée par la demande récurrente du partenaire burundais du paiement d'une « motivation pécuniaire » (annexe n°6).

L'UGP tient à informer la SMCL que lors du passage de l'expert thématique « enseignement » de la DGCD en février 2007 cette question a été longuement discutée avec le DG et ses adjoints. Il avait été proposé que la DG devait recourir à d'autres types de motivations pour intéresser les cadres et personnels enseignants à participer aux activités du projet.

PROPOSITIONS DE L'UGP

Il serait opportun que le MINEDUC (à travers les DG EST et BP) organise une grande campagne d'information et de sensibilisation, à tous les niveaux de l'enseignement technique et professionnel, et pour tous les intéressés (cadres, personnels enseignants et personnels d'appui) en soulignant que la « motivation » n'est pas uniquement liée à « l'argent ». Le MINEDUC pourrait intéresser son personnel en mettant l'accent sur d'autres types de motivation, par exemple :

- le cadre agréable dans lequel une grande partie des bénéficiaires travailleront désormais (réhabilitation des infrastructures : ateliers, classes, réfectoires, cuisines, dortoirs, sanitaires)
- la présence d'un équipement lourd réhabilité ou neuf
- la disponibilité du matériel didactique adéquat
- la présence du petit matériel et des matières d'œuvre en suffisance
- la possibilité d'avoir accès à une bibliothèque bien étoffée
- la possibilité d'employer des techniques modernes (salles multimédia)
- la mise en application de nouveaux programmes adaptés aux progrès économiques
- la possibilité de se perfectionner ou d'accroître ses connaissances en suivant :
 - o des formations générales (bureautique et informatique) pour le personnel enseignant et les cadres
 - o des formations spécifiques pour le personnel enseignant et les cadres
- la possibilité de faire appel à des experts étrangers et/ou nationaux
- le paiement des frais de déplacement lors des formations

3.2. Vision sur l'enseignement technique et professionnel

Adéquation formation – emploi

PROPOSITIONS DE L'UGP concernant l'adéquation formation - emploi

L'UGP en tenant compte des recommandations de la commission d'évaluation à mi parcours³

³ Commission d'évaluation à mi parcours : rapport p. 27 points A1.2, A1.3, A1.6 et p28 4.1.4

- organise une banque de données (centrale et utilisable dans les écoles techniques) qui
 - o permettra d'avoir un aperçu global (mais incomplet) de l'implantation d'industries (artisanale, PME et/ou grandes entreprises) sur le territoire du Burundi
 - o vise une meilleure intégration des lauréats au marché de l'emploi
- organise des formations de recrutement pour les lauréats
- organise des formations en entrepreneuriat pour les lauréats
- est en train d'élaborer un système informatisé de communication entre certaines écoles techniques et le MINEDUC (activité pilote)
- suit les associations créées au niveau des écoles techniques

Qualité de l'enseignement

- nouveaux programmes

La commission d'évaluation à mi parcours reprend dans son rapport p. 51 point 3 (annexe n°9) les mêmes hypothèses émises par l'UGP depuis le début du projet et stipule qu'on ne parviendra à augmenter la qualité de l'enseignement technique que lorsqu'on:

- diminuera le nombre d'intitulés de cours
- allégera les cours théoriques
- consacra plus de temps aux cours pratiques et aux travaux pratiques et de laboratoire
- étalera les stages sur toute l'année
- réduira le nombre d'élèves par atelier/classe

L'UGP informe la SMCL que

- la mise en application des nouveaux programmes n'est possible que si ces programmes sont validés en janvier 2008.
- l'UGP n'a reçu, à ce jour, aucun nouveau programme, prêt à être validé, de la part du BEET

- gestion (administrative, financière, pédagogique)⁴

Augmenter la qualité de l'enseignement n'est possible que si

- les écoles sont dotées de matériel en suffisance
- d'un personnel qualifié et motivé
- des programmes adaptés à la réalité économique du pays
- une gestion rigoureuse soit appliquée à tous les niveaux (personnel, administratif, financier, pédagogique)

Le projet met tout en œuvre pour réaliser cet objectif mais regrette de devoir constater que :

- l'absentéisme des enseignants atteint parfois des taux inacceptables (voir rapport, annexe n°6) et de ce fait, les élèves ne bénéficient pas de l'enseignement auquel ils ont droit ;
- des pièces disparaissent de certains équipements réhabilités ou identifiés pour être réhabilités (rapport, annexe n°6) ce qui rend les travaux pratiques difficiles ;
- aucune norme de sécurité n'est respectée au niveau des travaux pratiques dans les ateliers (rapport, annexe n°6) par les enseignants
- certaines formations sont sabotées pour obliger le projet à donner des motivations pécuniaires (rapport, annexe n°6)

⁴ Rapport commission d'évaluation à mi parcours p. 51 point 3

PROPOSITION DE L'UGP concernant l'augmentation de la qualité de l'enseignement

L'UGP demande au MINEDUC, afin de pouvoir l'appuyer,

- *d'organiser au plus vite cette étude nationale prenant en considération l'ensemble des problèmes concernant l'organisation de l'enseignement technique et professionnel (formel et informel) afin que les écoles techniques puissent survivre et agir comme pôles de développement dans leur environnement économique et social⁵*
- *mettre en place des structures efficaces pour contrôler et faciliter le suivi des différents règlements qui organisent cet enseignement ;*
- *de lancer une campagne de sensibilisation pour élèves, les cadres et les personnels enseignants informant les bénéficiaires que l'enseignement technique ne prépare pas les lauréats à des études universitaires mais par contre les prépare à intégrer le monde de l'emploi.*
- *de prévoir et d'organiser un budget de maintenance des infrastructures et des équipements au niveau des écoles avec suivi et contrôle de la part de la DG EST et appui de l'AESTP*
- *de faire appliquer les règles de sécurité et d'hygiène dans les différentes écoles techniques et professionnelles avec suivi et contrôle de la part de la DG EST et appui du projet AESTP*
 - o *au niveau ateliers*
 - o *au niveau sanitaire*
 - o *au niveau cuisine, réfectoire, dortoirs*

Ces règles sont à appliquer par l'ensemble du personnel administratif, éducatif, d'appui et d'encadrement

Les membres de l'UGP et le représentant de la DG EST ont par ailleurs constaté lors des visites (de chantiers, d'atelier dans les différentes écoles, de cuisines, de réfectoires, de dortoirs et de blocs sanitaires qu'il reste un travail énorme à réaliser aux niveaux :

- *de l'hygiène (annexe, rapport n°6)*
- *du respect pour le patrimoine national*
- *de l'application des règles de sécurité dans les écoles (rapport, annexe n°6)*

L'UGP compte organiser une série de formations spécifiques pour les conseillers pédagogiques du BEET et les enseignants et gestionnaires des écoles ayant trait à :

- *l'hygiène :*
 - o *avec la collaboration de l'école de Brugge KTA*
 - o *expert (inter)national*
- *la sécurité*
 - o *expert (inter)national*
- *la maintenance*
 - o *expert (inter)national*

Un plan d'action est à préparer en collaboration avec la DG en tenant compte des desiderata de la DG

3.4. Financement de certaines activités

⁵ Rapport commission d'évaluation à mi parcours p. 52 point 8

3.4.1. Stages

Il y a lieu de noter que certains problèmes sont rencontrés par les écoles pour l'organisation des stages, à savoir :

- les fonds libérés par les services compétents sont insuffisants pour pouvoir organiser ces stages de façon normale (transport, hébergement et restauration des lauréats)
- les fonds sont envoyés beaucoup trop tard (dans beaucoup de cas après le déroulement du stage)
- la difficulté à trouver des places de stage dans certains centres où il y a trop peu d'entreprises ou pas d'entreprises pour accueillir les stagiaires
- la difficulté à organiser des stages pour les lauréats de certaines filières (construction : maçonnerie, plomberie, etc...)

PROPOSITIONS DE L'UGP

1° A prévoir par le MINEDUC

Libérer les fonds à temps et en suffisance. Ceci est réalisable étant donné que les lauréats des écoles devant effectuer des stages sont connus dès le début de l'année scolaire, c'est-à-dire dès le mois de septembre de l'année en cours. Les données statistiques de la population scolaire permettent également d'établir des simulations quant au nombre de lauréats par année scolaire et par école

2° A prévoir par l'UGP/DG pour rendre l'organisation et le suivi plus efficaces

Établir une convention « STAGE » avec les différentes écoles soutenues directement par le projet et l'UGP, sous couvert de la DG, stipulant les conditions de collaboration entre l'école, le projet et la DG. L'octroi des fonds ne sera possible qu'après introduction d'un dossier complet suffisamment longtemps à l'avance reprenant notamment les éléments ci-dessous (à définir avec la DG):

- Période de stage : planning détaillé
- Identification du lieu de stage
- Identification du tuteur de stage
- Identification du maître de stage
- etc.

Prévoir pour les écoles qui ne parviennent pas à trouver des places de stage des solutions de rechange, en accord avec la DG :

- Travail de fin d'année à définir avec un jury externe
- Activité(s) dans le domaine de l'autofinancement qui pourraient remplacer les stages en entreprises

3.4.2. Personnel d'appui en remplacement des AT APEFE congédiés

Afin de ne pas entraver les activités organisées au niveau du projet⁶ (rédaction des programmes, organisation des formations spécifiques, DAO équipements, etc) l'UGP a recruté (pour une durée temporaire) un expert étranger qui remplace l'AT APEFE qui appuyait l'atelier mécanique.

⁶ En cela le projet a voulu respecter les recommandations de la commission d'évaluation à mi parcours : rapport p 51 points 4 et 5

Le salaire octroyé tient compte des honoraires payés par l'APEFE pour ses experts étrangers, à savoir 55 euro/jour ouvrable

Le DELCO a demandé à l'APEFE Bruxelles de remplacer les AT congédiés le plus rapidement par des experts courte ou longue durée et cela en concertation avec l'UGP du projet.

3.5 Pérennité du projet

Le projet informe le MINEDUC que le projet se termine en 2010 et qu'il faudra penser à mettre en œuvre une stratégie afin de ne pas perdre les acquis au niveau

- des infrastructures*
- des équipements*
- pédagogique*
- de la gestion*

Extrait du rapport MTR

Recommandations de la commission d'évaluation à mi parcours

4.1 Gestion conjointe UGP - DG EST et BP⁷

Recommandation de la commission : organiser des réunions d'information & de concertation

Ces réunions sont organisées depuis le mois de novembre 2007

4.2 Intégration complète de l'apport APEFE au projet AESTP⁸

Recommandation de la commission : intégration des AT APEFE dans le projet sous la direction de l'UGP

Deux AT APEFE ont été remerciés. Ils seront remplacés par des experts (inter)nationaux qui feront des missions de courte ou longue durée

L'UGP collabore avec la coordination de l'APEFE à Bujumbura afin de régler le problème du recrutement des experts (inter)nationaux.

4.3 Focaliser toutes les forces sur l'objectif du projet⁹

Recommandation de la commission : veiller à la réalisation de l'objectif de l'employabilité des jeunes élèves et stagiaires

L'UGP est conscient de l'importance de cet objectif et met tout en œuvre pour le réaliser. Depuis le début du démarrage du projet l'UGP a informé les DG EST et BP des décisions à prendre pour augmenter la qualité de l'enseignement et d'atteindre l'objectif de l'employabilité des lauréats des écoles techniques (voir à ce sujet le chapitre précédent du présent rapport : pp 12, 13 & 14 ; point 3.2 « vison sur l'enseignement technique et professionnel »). Toutefois les décisions à prendre sont situées au niveau politique.

4.4 Appui spécifique en gestion (janvier – juillet 2008)¹⁰

Recommandation de la commission : appui de deux experts pour introduire un nouveau modèle de gestion pédagogique, technique, administratif et financier des écoles

L'UGP a identifié en décembre 2007 un nombre d'experts capables d'appuyer le projet dans l'introduction des nouveaux programmes (annexe n°7). La demande de prise en charge par l'APEFE de ces experts a été transmise à l'APEFE Bruxelles et Bujumbura le 19 décembre 2007. Les modalités de recrutement sont examinées par l'UGP et l'APEFE.

L'UGP a également demandé qu'un expert (inter)national en pédagogie soit recruté pour une mission de courte durée.

⁷ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 1

⁸ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 2

⁹ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 3

¹⁰ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 4

4.5 Appui spécifique pour l'implantation des nouveaux programmes de formation (septembre – décembre 2008)¹¹

Recommandation de la commission : appui concentré à la phase cruciale de l'implantation des nouveaux programmes de formation et pour la première utilisation des équipements et matériels didactiques dans l'activité de formation

L'UGP a programmé son appui dans ce domaine (annexe n°5).

4.6 Base-line study et indicateurs¹²

Recommandation de la commission : organisation d'une enquête et collecte de données au niveau des différents ministères et à l'institut national des statistiques et les représentants des acteurs économiques.

L'UGP a organisé une enquête dans 7 provinces du Burundi et est en train de corriger, compléter et saisir les données dans sa banque de données (voir ce rapport, p 12, point 3.2 « vision sur l'enseignement technique et professionnel ; RISQUES).

Le fonctionnaire de la DG EST en collaboration avec l'expert UGP de l'unité Conseil et Placement se chargeant de la collecte des informations au niveau des ministères et représentants des acteurs économiques

4.7 La formation continue des enseignants techniques¹³

Recommandation de la commission : investir dans la qualification et l'auto-formation des enseignants et instructeurs

L'UGP organise depuis le début du projet des formations à l'encontre des cadres du MINEDUC, les gestionnaires des écoles, le personnel enseignant et les conseillers pédagogiques du BEET

Le projet a demandé au directeur du BEET de fournir son programme de formation continue mais doit constater qu'à ce jour un tel programme n'existe pas.

4.8 Gestion des écoles secondaires techniques et professionnelles¹⁴

Recommandation de la commission : appuyer le MINEDUC dans l'implantation d'une gestion rationnelle et moderne des écoles techniques secondaires.

L'UGP compte organiser une série de formations, en collaboration avec la DG, afin d'améliorer la gestion des écoles

4.9 Institutionnaliser les actions du projet AESTP¹⁵

Recommandations de la commission : programmer et réaliser à terme et graduellement l'intégration des lignes d'action du projet dans les structures et plans d'action du MINEDUC

A réaliser en collaboration avec le MINEDUC

4.10 Préparer la période après projet, éventuelle phase de transition¹⁶

¹¹ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 5

¹² Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 6

¹³ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 51 point 7

¹⁴ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 52 point 8

¹⁵ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 52 point 9

Recommandation de la commission : réfléchir sur une éventuelle phase de transition et de consolidation de deux ans après la date de clôture du présent projet

Les recommandations de la commission ne portent que sur l'introduction graduelle des programmes à partir de septembre 2008. La commission s'inquiète du fait que le projet ne pourra que partiellement accompagner l'introduction de ces programmes en deuxième année et pas du tout en troisième année du fait que le projet s'arrête en avril 2010.

S'il est vrai qu'il faut réfléchir à trouver une solution pour ce problème il est tout aussi vrai que l'UGP pense qu'il faut que le MINEDUC réfléchisse à trouver des solutions pour ne pas perdre les acquis du projet et résoudre les problèmes qui surgiront certainement après la clôture du projet, à savoir :

- gestion des écoles
- maintenance (infrastructures, équipements
- équipement des écoles en matière d'œuvre

¹⁶ Rapport de la commission d'évaluation à mi parcours : p. 52 point 10

8 NOUVEAU PLANNING (ANNEE N+1)

8.1 Planning des activités de l'année N+1

Le projet ne prévoit pas de nouveau planning. Le planning des activités comme présenté lors de la réunion avec la SMCL de janvier 2010 reste d'application

8.2 Planning financier de l'année N+1

Le projet ne prévoit pas de nouveau planning financier. Le planning financier pour 2010 reste d'application et sera adapté au fur et à mesure que les activités progressent (ou ne progressent pas).

9 CONCLUSIONS

Il y a lieu de noter que des changements notables et encourageants sont à enregistrés au niveau des écoles du projet

- Le projet a instauré un système de « maintenance » dans les écoles. Les directions introduisent des projets de maintenance qui sont élaborés par les chefs d'ateliers et les élèves dans le cadre de leurs cours techniques (théorique et pratique). Une fois acceptés par le projet AESTP les chefs d'ateliers organisent l'exécution des travaux avec les élèves dans le cadre de leurs cours pratiques. Toute activité dans ce domaine doit être accompagné de préparations de cours élaborées par les enseignants et visées par la direction.

Beaucoup de lacunes ont été révélées dans la préparation des documents, mais il y a une nette amélioration de comportement dans l'exécution de ces activités par rapport à il y a un an.

Dans huit écoles (sur 9 réhabilitées), la direction a mis au point un service de « maintenance » qui se charge de l'entretien et le nettoyage des infrastructures et des terrains autour de l'école. Le projet encourage ces initiatives et accompagne la direction dans ses efforts

- Equipements : dans certaines écoles la direction et les chefs d'ateliers ont instauré un début de système de gestion des consommables et équipements qui devrait leur permettre de contrôler leurs magasins (et les stocks de matière d'œuvre). Le système n'est pas parfait mais c'est un début et le projet appuie les écoles afin d'arriver à un résultat concluant avant l'arrivée du gros du nouveau matériel en Q1 2009.

Le projet, fort de ces petits succès, compte accentuer son appui pour assurer que des structures sont mises en place au niveau des écoles (et du BEET) qui leur permettront d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Le chemin sera encore long et beaucoup d'obstacles sont encore à franchir avant d'y arriver. Un appui concret, systématique et dirigé de la DG et du MENRS aiderait beaucoup à la réalisation de cet objectif, qui est augmenter l'employabilité en organisant un enseignement de qualité.

Les plus grands obstacles que l'enseignement technique au Burundi a à franchir et les recommandations formulées par le projet pour arriver à augmenter la qualité de son enseignement sont repris dans les différents rapports des SMCL et de Commission d'évaluation à mi-parcours (de décembre 2007). Le projet ne peut que stimuler les autorités à organiser un enseignement de qualité et de tenir compte des recommandations du projet et de la Commission d'évaluation à mi – parcours, mais n'a pas d'emprise directe sur la politique que le MENRS suit/suivra dans ce domaine.

Avis de la SMCL sur les recommandations

La SMCL de janvier 2010 a :

- approuvé l'initiative du projet d'organiser un audit en 2010 afin de s'assurer que le partenaire burundais gère en bon père de famille les nouvelles infrastructures (et réhabilitations) ainsi que les équipements reçus ;
- recommandé au DG EST de réorganiser des réunions mensuelles avec l'UGP comme proposé dans le rapport de la commission d'évaluation à mi parcours ;
- pris connaissance qu'une évaluation finale sera organisée en septembre 2010 et que les procédures de clôture du projet seront entamées à partir de cette date

10 ANNEXES

10.1 Tracking Gantt view / Activités

10.2 Rapport de base / Activités (AdeptTracker)

10.3 Mesure des indicateurs

10.4 Check-list Efficience

10.5 Check-list Efficacité

10.6 Check-list Durabilité

10.7 Suivi des recommandations smcl

10.8 Encodage dans PIT

10.9 Cadre logique

10.10 Marchés publics

L'efficience

L'efficience se réfère à la manière dont les ressources de l'intervention de coopération sont converties au moyen des activités du projet pour atteindre les résultats escomptés.

À remplir par le Projet

1. Données factuelles sur les indicateurs de résultats:	% de réalisation escomptée	% réel de réalisation	différence*
Indicateurs pour le Résultat 1	40	40	0
Indicateurs pour le Résultat 2	50	50	0
Indicateurs pour le Résultat 3	60	50	10
Indicateurs pour le Résultat 4	60	50	10
Indicateurs pour le Résultat 6	80	80	0
Indicateurs pour le Résultat 8	100	95	5
Indicateurs pour le Résultat 9	5	5	0

* (% de réalisation escomptée - % réel de réalisation)

2. Réalisation des résultats se référant aux indicateurs.	Oui	Non	NA
Ces indicateurs sont-ils formulés de façon 'SMART'?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tous les indicateurs font-ils l'objet d'un suivi?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Existe-t-il une base de comparaison pour chaque indicateur?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3. Données factuelles sur les activités:	La mise en oeuvre avance comme prévu	La mise en oeuvre est retardée	La mise en oeuvre a de l'avance	Explication
pour le Résultat 1	x			
pour le Résultat 2	x	x		l'organisation de formations reste très difficile (motivation financière)
pour le Résultat 3	x			
pour le Résultat 4				très peu d'initiatives de la part des écoles
pour le Résultat 6	x			
pour le Résultat 8	x			
pour le Résultat 9	x			

4. Les activités sont mises en oeuvre comme prévu	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il faudra plus de temps pour réaliser certaines activités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certaines activités peuvent être mises en oeuvre dans un délai plus court	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout délai encouru sera rattrapé avant la fin du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Tout écart détecté influencera considérablement l'atteinte des résultats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

5. La qualité générale des activités du projet est jugée:	satisfaisante <input checked="" type="checkbox"/>
	suffisante <input type="checkbox"/>
	problématique <input type="checkbox"/>

6. Les activités contribuent-elles à l'atteinte des résultats planifiés?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi: les activités contribuent à l'atteinte de résultats, mais dans le domaine de la formation il faudra encore plusieurs années pour arriver à un niveau acceptable			

7. Est-il possible de planifier les activités de manière plus optimale?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez de quelle manière: avec un appui plus conséquent du partenaire par exemple			

8. Données factuelles sur les dépenses:	% du budget total	% du budget annuel	date de la dernière modif.	Explication	% de la programmation financière année X
pour le Résultat 1	1				
pour le Résultat 2	6				
pour le Résultat 3	1				
pour le Résultat 4	0,5				
pour le Résultat 6	45,5				
pour le Résultat 8	41,5				
pour le Résultat 9	4				
Budget total	9.011.000				

	Oui	Non	NA
9 Les ressources financières sont gérées comme prévu.			
Certains coûts estimés ne suffisent pas; des ressources suppl. sont nécessaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il reste d'importants moyens financiers; ceux-ci doivent être replanifiés	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certains risques financiers ont été identifiés par rapport aux dépenses (crédits. .)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les risques financiers détectés sont sous contrôle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les activités pourraient être mises en oeuvre avec moins de moyens financiers	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La contribution du partenaire est respectée en termes financiers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Est-il possible de gérer les ressources financières de façon plus optimale? Le cas échéant, expliquez de quelle manière:	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Les ressources humaines sont gérées comme prévu	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le personnel du projet est au complet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le personnel du projet n'est pas stabilisé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le personnel prévu ne suffit pas; des ressources suppl. sont nécessaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certains membres du personnel exécutent des tâches non conformes à leurs description de fonction	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les activités pourraient être mises en oeuvre avec moins de moyens humains	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il existe un équilibre femmes/hommes au sein du personnel du projet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12 Est-il possible de gérer les ressources humaines de manière plus optimale? Le cas échéant, expliquez de quelle manière:	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13 Les biens et les équipements sont gérés comme prévu	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'équipement a été inventorié et assuré	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
D'importantes quantités de biens ne seront pas utilisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Biens et équipement insuffisants; des ressources suppl. sont nécessaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certains équipement ou biens ne sont pas adaptés aux conditions/à une utilisation locales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14 Est-il possible de gérer les biens et équipements de façon plus optimale? Le cas échéant, expliquez de quelle manière:	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15 La structure organisationnelle du projet est jugée:			
satisfaisante	<input checked="" type="checkbox"/>		
suffisante	<input type="checkbox"/>		
problématique	<input type="checkbox"/>		

<p>17. Tout problème inattendu de planification a-t-il pu être résolu? Le cas échéant, expliquez comment le planning a été adapté:</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>16. L'efficacité du projet peut-elle être améliorée? Le cas échéant, expliquez de quelle manière:</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Enseignements tirés</p>	<p>contexte toujours très difficile (malgré le fait que la guerre est terminée depuis 5 ans et que le Burundi sort de la crise); harmonisation et alignement existent en théorie mais certainement pas sur le terrain</p>		
<p>Best practices</p>			
<p>Recommandations</p>	<p>Appliquer les recommandations de la commission d'évaluation à mi-parcours et celles du projet formulées depuis 2006</p>		

L'efficacité évalue si les résultats du projet sont atteints et s'ils contribuent à la réalisation de l'objectif spécifique. Elle vérifie si les changements survenus dans la zone du projet sont attribuables au projet même. Elle évalue également si les bén

À remplir par le Projet		Oui	Non	NA
En ce qui concerne les indicateurs de l'objectif spécifique :				
Existe-t-il des indicateurs pour l'objectif spécifique?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les indicateurs de l'objectif spécifique sont-ils SMART ?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les indicateurs de l'objectif spécifique font-ils l'objet d'un suivi?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Existe-t-il une base de comparaison?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Les indicateurs de l'objectif spécifique sont-ils atteints?	% de réalisation escomptée	% réel de réalisation	différence*	
Indicateur 1	0	0	0	
Indicateur 2	0	0	0	
Indicateur 3	0	0	0	
Indicateur 4	100	142	-42	
* (% de réalisation escomptée - % réel de réalisation)				
3. L'objectif spécifique sera-t-il réalisé uniquement grâce aux résultats atteints?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Les résultats s'assortissent-ils d'effets secondaires?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il des effets secondaires; influencent-ils l'objectif spécifique?		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
de manière positive		de manière négative		
5. Des facteurs extérieurs influencent-ils l'objectif spécifique?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
de manière positive		de manière négative		
6. Quelles sont les caractéristiques des bénéficiaires impliqués dans le projet?	pauvres, mieux nantis, hommes, femmes ... expliquez: les élèves sont issus en général de familles pauvres. Environ 10% d'élèves indigents. Dans l'ensemble des écoles techniques une moyenne de 8% de filles seulement à école de couture il y a 70% de fill			
7. Les groupes qui bénéficie(ro)nt de l'objectif spécifique sont:	intentionnels, non intentionnels expliquez: élèves et enseignants (voir n°6) sont intentionnels. En plus les formations dispensées aux enseignants et CP sont dispensées par eux aux élèves d'écoles privées; les salles multimédia sont louées pour y organ			
8. Les bénéficiaires ont-ils accès aux résultats fournis par le projet?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi (pour les résultats en question):	beauucop de formations formations sont dispensées (avec le matériel fourni par le projet) par les profs aux autres élèves d'écoles privées (dans les ateliers, salles réhabilitées			
9. Les bénéficiaires utilisent-ils les résultats fournis par le projet?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi (pour les résultats en question):	voir ci-dessus			

10. Les bénéficiaires sont-ils satisfaits des résultats fournis par le projet? Dans le cas contraire, expliquez pourquoi:	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. L'exécution du projet répond-elle:			
- aux problèmes des bénéficiaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- aux priorités des bénéficiaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Les solutions proposées résolvent-elles les problèmes des bénéficiaires?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enseignements tirés	Il est très difficile de changer la mentalité des gens surtout quand on ne reçoit aucune aide. aucun appui du MEPS		
Best practices	organisation de stages internes. visites en entreprise. maintenance au niveau de certaines écoles, certaines format		
Recommandations	appliquer les recommandations de la commission d'évaluation à mi parcours et celles formulées par le projet depuis 2006		

La durabilité se réfère à la probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention de coopération au développement après le retrait de l'aide du donateur.

À remplir par le Projet

Oui	Non	NA
-----	-----	----

1. L'instance partenaire participe-t-elle de manière active à:

rapportage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
prise de décisions	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
planning des activités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
gestion financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mise en oeuvre du projet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
monitoring et évaluation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
gestion des ressources humaines	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
gestion des ressources matérielles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2. Des ressources et capacités sont-elles mise à disposition pour préserver et reproduire les résultats?

Ressources humaines
 Ressources financières
 Équipement

3. L'instance partenaire prend-elle les dispositions requises pour reprendre le projet?

<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	-------------------------------------	--------------------------

4. Existe-t-il un plan d'intégration du projet dans l'instance partenaire?

<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	-------------------------------------	--------------------------

Le cas échéant, expliquez malgré les recommandations de la commission MTR et du projet AESTP ne partenaire n'a pas développé de plan à ce sujet

5. Le projet assure-t-il une formation institutionnelle aux instances partenaires?

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

6. Le personnel formé reste-t-il en place?

<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-------------------------------------	-------------------------------------	--------------------------

7. Le projet renforce-t-il les capacités des organisations en ce qui concerne?

Gestion de systèmes
 Gestion des processus
 Transfert de connaissances
 Networking

8. Le projet veille-t-il au renforcement nécessaire des capacités des individus en ce qui concerne?

Transfert de connaissances
 Échange d'expériences
 Échange de valeurs
 Empowerment
 Networking

9. Le projet est-il appuyé par les instances locales suivantes?

Instances politiques
 Instances partenaires
 Instances de la société civile
 Instances culturelles (religieuses, ethniques, traditionnelles, ...)

10. Les modalités d'aide renforcent-elles la durabilité?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Les modalités d'exécution renforcent-elles la durabilité?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Le projet contribue-t-il à la durabilité dans les dimensions suivantes?			
	Politique <input type="checkbox"/>		
	Sociale <input checked="" type="checkbox"/>		
	Institutionnelle <input checked="" type="checkbox"/>		
	Organisationnelle <input checked="" type="checkbox"/>		
	Culturelle <input checked="" type="checkbox"/>		
	Économique <input checked="" type="checkbox"/>		
	Technique <input checked="" type="checkbox"/>		
13. Le projet est-il assorti de conditions posées par le donateur?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Le cas échéant, ces conditions sont-elles dérivées des stratégies nationales?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14. Le projet respecte-t-il le principe de l'aide déliée?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
15. L'instance partenaire respecte-t-elle sa contribution?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Remarques			

Projet :	AESTP
Pays :	Burundi
Code Navision :	BDI/0401711
Conseiller GÉO :	
Année :	2008
Réunion SMCL :	janvier 2008 juillet 2008

À remplir par le Projet	Oui	Non	NA
1. Le mémo de suivi a-t-il été envoyé à toutes les parties intéressées?			
2. Certains risques doivent-ils être pris en compte?			
3. Les responsables du suivi des recommandations ont-ils été désignés?			
4. Le nouveau planning des activités a-t-il été distribué aux parties intéressées?			
5. La nouvelle programmation financière a-t-elle été distribuée aux parties intéressées?			
6. Le nouveau cadre logique a-t-il été distribué aux parties intéressées?			
7. Le FIT a-t-il été adopté?			
Veillez communiquer vos commentaires supplémentaires:	le mémo de suivi précédent n'a pas été envoyé au projet, il nous est donc difficile de répondre aux questions du check-list n°5		

Projet :	AESTP
Pays :	Burundi
Code Navision :	BDI/0401711
Conseiller GÉO :	
Année :	2008
Approbation SMCL :	dernier SMCL 29/01/2008

À remplir par le Projet

1. Le chronogramme a-t-il été respecté?			écart en mois
	Retard	<input type="checkbox"/>	-9; -6; -3; 0; +3; +6; +9
	À temps	<input checked="" type="checkbox"/>	
	En avance	<input type="checkbox"/>	

2. Quel est le degré de réalisation des indicateurs?		Projection	Réalisation	Différence
	Résultat 1			
	Indicateur 1	voir annexe efficience		
	Résultat 2			
	Indicateur 1			

A. ÉVALUATION DES CRITÈRES DE BASE

1. Évaluez la pertinence		A
	A= le projet est pertinent, maintenir les efforts consentis	
	B= le projet est pertinent, intensifier les efforts	
	C= il y a lieu de prendre des mesures pour accroître la pertinence	
	D= le projet n'est pas pertinent, des mesures devraient être prises	
	NA= le critère de 'pertinence' n'a pas été évalué	

Mesures à prendre: voir le rapport de la commission d'évaluation à mi-parcours de décembre 2007

2. Évaluez l'efficience		A
	A= le projet est efficace, maintenir les efforts consentis	
	B= le projet est efficace, intensifier les efforts	
	C= il y a lieu de prendre des mesures pour accroître l'efficience	
	D= le projet n'est pas efficace, des mesures devraient être prises	
	NA= le critère d' "efficience" n'a pas été évalué	

Mesures à prendre: voir le rapport de la commission d'évaluation à mi-parcours de décembre 2007

3. Évaluez l'efficacité		A
	A= le projet est efficace, maintenir les efforts consentis	
	B= le projet est efficace, intensifier les efforts	
	C= il y a lieu de prendre des mesures pour accroître l'efficacité	
	D= le projet n'est pas efficace, des mesures devraient être prises	
	NA= le critère d' "efficacité" n'a pas été évalué	

10.8 CADRE LOGIQUE

Projet AESTP

Objectif Global				
Contribuer au développement socio-économique du Burundi en améliorant l'employabilité				
Objectif spécifique	Définition	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
Améliorer qualitativement et quantitativement les filières technologiques de l'Enseignement secondaire technique et professionnel		<ul style="list-style-type: none"> - Dans les écoles du projet, le nombre de lauréats a augmenté de x % entre le début et la fin du projet - Le nombre de lauréats ayant trouvé un emploi en entreprise ou ayant créé un auto-emploi a augmenté de x % six mois après la fin de leurs études - Les personnels éducatifs prévus à la DG ESTP et au BEET, ainsi que dans les écoles du projet, sont fonctionnels et opérationnels à la fin du projet - Toutes les écoles du projet sont réhabilitées, équipées ou étendues, et leur fonctionnement correct est assuré 	- Pas modifié	- Pas modifié

R 1 : La formation correspond au marché de l'emploi

	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
A 01 01	<p>Activité</p> <p>Etablir et former une unité "Conseil et placement" au niveau de chaque école</p>	<p>- L'unité « Conseil et placement » est installée dans chaque école du projet; elle est opérationnelle.</p> <p>- Une base de données existe; elle est régulièrement utilisée par l'ESTP</p>	<p>- Les rapports trimestriels des unités conseil et placement</p> <p>- Rapports du projet</p> <p>- la base de données</p>
A 01 02	Etablir un dynamique et des contacts permanents avec les autres ministères concernés par la formation et l'emploi, ainsi qu'avec les opérateurs économiques et professionnels	- Une base de données existe; elle est régulièrement utilisée par l'ESTP	- les rapports mensuels du coordinateur sont disponibles
A 01 03	Organiser une étude de base afin de faciliter le travail en matière d'indicateurs de prestations		- rapport annuel du projet
A 01 04	Analyser les besoins en main d'oeuvre qualifiée dans les entreprises	- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A106)	
A 01 05	Déterminer les profils professionnels, ainsi que les profils de formation correspondants	- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A106)	
A 01 06	Soutenir la création d'un "Observatoire de l'emploi" au niveau central et dans les régions où les écoles du projet sont situées	<p>- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0210)</p> <p>- l'Observatoire de l'emploi est opérationnel</p> <p>- Une base de donnée existe et elle est régulièrement mise à jour et consultée par les partenaires concernés par la formation et l'emploi</p>	<p>- Les PV de réunions annuelles</p> <p>- Une base de données existe</p> <p>- La liste des métiers existants est disponible et actualisée</p> <p>- rapport annuel du projet</p>
A 01 07	Identifier de nouveaux domaines de formation menant potentiellement à un emploi	- Le nombre de nouveaux domaines identifiés en formation est en croissance	- l'étude et l'analyse des données
A 01 08	Opérationnaliser avec les professionnels (préparer, promouvoir, suivre et évaluer) les stages	- Le ratio de l'auto-emploi est en progrès de x% par an	- base de données
		- Le nombre de stages des élèves en entreprises est augmenté de x% par an	- rapport annuel du projet
		- Le nombre de stages des élèves en	

A 01 09	Former et impliquer les opérateurs économiques dans les formations	entreprises est augmenté de x% par an	- Le nombre de formateurs-opérateurs économiques est en constante augmentation dans l'organisation des stages pour les enseignants des écoles du projet		- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0210)
----------------	--	---------------------------------------	---	--	--

R 2 : La formation des personnels éducatifs et des apprenants de l'ESTP a reçu un appui décisif				
	Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
A 02 01	Appuyer la formation et le coaching du personnel de la DG ESTP	<ul style="list-style-type: none"> - Des formations de courte durée se déroulent pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet - Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs. - Les formations de courte durée se déroulent pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0211) 	
A 02 02	Appuyer la formation et le coaching des conseillers pédagogiques et des rédacteurs de curricula du BEET, ainsi que des inspecteurs pédagogiques	<ul style="list-style-type: none"> - Des formations de courte durée se déroulent pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet - Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs. - Les formations de courte durée se déroulent pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0211) 	
A 02 03	Appuyer la formation et le coaching des gestionnaires des écoles du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Des formations de courte durée se déroulent pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet - Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0211) 	
A 02 04	Appuyer la formation et le coaching des enseignants des écoles du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enseignants des écoles du projets ayant reçu au moins une formation - L'acquis des formations est régulièrement appliqué dans le travail quotidien des enseignants du projet - Les enseignants des écoles ESTP non 	<ul style="list-style-type: none"> - Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0212) 	

		concernées par le projet sont régulièrement bénéficiaires des formations offertes dans le cadre du projet - Nombre d'enseignants des écoles du projet ayant reçu au moins une formation		
A 02 05	Appuyer la formation et le coaching des enseignants encadrant des stagiaires dans les entreprises pendant leurs stages pratiques	- Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs. - Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs.	- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0210) - Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0210)	
A 02 06	Préparer et suivre les stages et l'accompagnement des apprenants			
A 02 07	Accompagner les apprenants pour qu'ils deviennent aptes à choisir un auto-emploi	- Le ratio de l'auto-emploi est en progrès de x% par an	- Proportion de lauréats ayant obtenu un kit pour la création d'un auto-emploi - promouvoir le savoir agir, l'employabilité et la créativité chez les jeunes et les préparer à devenir des acteurs performants dans la vie active	- base de données relative à la création d'emploi par les lauréats des écoles du projet - formation donnée sur l'entreprenariat - rapport annuel du projet
A 02 08	Appuyer la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de nouvelles initiatives de formation	- Les formations de courte durée se déroulent pour toutes les catégories de personnel concernées par le projet - Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs	- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0107)	
A 02 09	Appuyer la production par le BEET et par les écoles du projet de matériel didactique et de matériel audio-visuel	- Plusieurs formations sont menées par des formateurs du secteur privé ou des entrepreneurs - Des matériels didactiques sont produits par les enseignants du projet, et employés dans les classes	- Pas modifié	- matériel didactique produit - rapport annuel du projet
A 02 10	Organisation et suivi des stages		- Le nombre de stages des élèves en entreprises est augmenté de x% par an	- La programmation annuelle des stages préparée par la direction

<p>A 02 11</p>	<p>Formation des personnels des services centraux</p>		<p>- Le nombre de formateurs-opérateurs économiques est en constante augmentation dans l'organisation et le suivi des stages</p>	<p>- Les fiches annuelles de suivi de stage (maître de stage et tuteur de stage) - rapport annuel du projet</p>
<p>A 02 12</p>	<p>Formation des personnels enseignants</p>		<p>- amélioration de la qualité de l'éducation et des performances du système éducatif</p>	<p>- l'introduction de l'informatique pour la gestion administrative et l'amélioration des pratiques pédagogiques dans les écoles prioritaires par le projet. - nombre de formations dispensées - la mise en place de dispositifs de suivi de la qualité au niveau central et décentralisé - % de nouveaux programmes rédigés pour les écoles de l'EST - rapport annuel du projet</p>
<p>A 02 12</p>	<p>Formation des personnels enseignants</p>		<p>- la qualité de l'enseignement est rehaussée dans les écoles prioritaires par le projet - l'acquis des formations est appliqué dans le travail quotidien des enseignants dans les écoles prioritaires par le projet - tous les enseignants des 23 écoles reprises dans le DTF sont régulièrement bénéficiaires des formations offertes dans le cadre du projet</p>	<p>- rapports du début et de fin de projet - liste des nouveaux programmes - l'introduction de l'informatique pour la gestion administrative et l'amélioration des pratiques pédagogiques dans les écoles prioritaires par le projet - rapport annuel du projet</p>

R 3 : L'accès à l'enseignement technique et professionnel est devenu plus efficient			
Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
A 03 01 Revoir et rendre fonctionnelles les modalités de recrutement du 1er cycle en A3 pour renforcer l'attractivité des écoles sous-peuplées	- x écoles du projet, actuellement surpeuplées, retrouvent des classes à effectif normal - x brochures, affiches et émissions radio faisant la promotion pour l'ESTP, chaque année	- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0302 - Pas modifié	- Enregistrements audio & vidéo - Brochures/affiches produites - rapport annuel du projet
A 03 02 Organiser des campagnes pour promouvoir l'accès des populations défavorisées à l'ESTP			
A 03 03 Accompagner les élèves indigents dans les apprentissages et dans la recherche d'un emploi, notamment par l'octroi de micro-crédits	- Le nombre d'élèves indigents représente chaque année scolaire x% de plus dans la population des écoles du projet - x indigents lauréats ayant trouvé un emploi - taux de remboursement des micro-crédits	- % de lauréats indigents ayant reçu un kit pour la création d'un auto-emploi	- liste des élèves indigents - liste des kits octroyés

R 4 : Les écoles du projet génèrent des revenus propres				
Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification	
A 04 01 Appuyer l'organisation de l'attribution de crédits d'auto-financement aux écoles du projet qui proposent un projet viable	<ul style="list-style-type: none"> - x écoles disposent d'un "business plan" qui est suivi et exécuté - x % du montant du fonds de crédits pour l'auto-financement de projets sont en cours d'attribution - Les rentrées financières propres atteignent x % du budget des coûts récurrents des écoles du projet 	- Pas modifié	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'analyse de projets de la cellule « auto-financement du projet - Rapports de visite de terrain - rapport annuel du projet 	
A 04 02 Accompagner les écoles du projet dans la préparation des projets d'auto-financement	<ul style="list-style-type: none"> - x écoles disposent d'un "business plan" qui est suivi et exécuté - x % du montant du fonds de crédits pour l'auto-financement de projets sont en cours d'attribution 	- Supprimé (regroupement de lignes sous le résultat A0403)		
A 04 03 Mettre en place un suivi de la gestion des projets d'auto-financement	<ul style="list-style-type: none"> - x projets d'auto-financement correctement préparés et x projets bien gérés - x écoles disposent d'un "business plan" qui est suivi et exécuté - x projets d'auto-financement correctement préparés et x projets bien gérés La comptabilité des écoles du projet décrit trimestriellement la situation des rentrées et des sorties 	- Pas modifié	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de comptabilité des écoles du projet Rapports trimestriels et annuels du projet - Rapports du gestionnaire du fonds - rapport annuel du projet 	

R 5 : Les écoles du projet et leurs équipements lourds, ainsi que le BEET, sont réhabilités				
Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification	
A 05 01 Actualiser les besoins en matière de réhabilitation de bâtiments et d'équipements		- Supprimé, Voir A 08 01		
A 05 02 Assurer une supervision professionnelle des réhabilitations	- 15 écoles réhabilitées et opérationnelles	- Supprimé, Voir A 08 02		
A 05 03 Réhabiliter 15 des 22 écoles et les bâtiments du BEET	- 15 écoles réhabilitées et opérationnelles - x % d'élèves trouvent leur environnement scolaire meilleur qu'à leur entrée dans l'école	- Supprimé, Voir A 08 03		
A 05 04 Réhabiliter les équipements lourds des écoles du projet	- Nombre d'équipements lourds fonctionnels et utilisés	- Supprime, Voir A 06 06		
A 05 05 Appuyer la mise en oeuvre dans les écoles du projet d'une stratégie participative lors des réhabilitations	- Dans les 15 écoles du projet, les élèves ont participé à la réhabilitation	- Supprimé, Voir A 08 03		

R 6 :

Les écoles du projet, la DG ESTP et le BEET possèdent de nouveaux équipements modernes et des matières d'oeuvre

	Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
A 06 01*	Actualiser les besoins en matière de nouveaux équipements, en petit outillage et en matière d'oeuvre		<ul style="list-style-type: none"> - Les inventaires des équipements sont disponibles - Les besoins sont identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire de la DGEST - DAO équipement
A 06 02*	Fournir et installer des équipements lourds dans les écoles du projet	- Toutes les écoles employant régulièrement les nouveaux équipements	- Les équipements lourds sont fournis dans les écoles prioritaires par le projet	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire de la DGEST - DAO équipements lourds
A 06 03*	Fournir de petits équipements, des outils modernes et des matières d'oeuvre aux écoles du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les écoles employant régulièrement les nouveaux équipements - Toutes les écoles consomment et renouvellent régulièrement les matières d'oeuvre 	- Les écoles prioritaires par le projet sont approvisionnées en petits équipements et matières d'oeuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports semestriel et annuels du projet - Inventaire de la DGEST - DAO petits équipements - fiche de réceptions des équipements
A 06 04*	Fournir au BEET les équipements et le matériel nécessaires pour remplir ses missions		- Les équipements sont livrés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports semestriel et annuels du projet - Inventaire AESTP / DGEST
A 06 05*	Fournir à la DG ESTP les équipements et le matériel nécessaires pour remplir ses missions		- Les équipements sont livrés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports semestriel et annuels du projet - Inventaire AESTP / DGEST
A 06 06*	Réhabiliter les équipements lourds des écoles du projet	- Nombre d'équipements lourds fonctionnels et utilisés	- Les équipements lourds des écoles prioritaires par le projet sont fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports semestriel et annuels du projet - DAO réhabilitation équipements lourds - fiche de réceptions des équipements

R 7 : Des extensions d'écoles du projet et de nouveaux bâtiments sont réalisés				
	Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
A 07 01	Actualiser les besoins en matière de nouvelles constructions et d'extension d'écoles		- Supprimé, Voir A 08 01	
A 07 02	Assurer une supervision professionnelle des extensions et des nouvelles constructions	- Les nouveaux bâtiments de 15 écoles sont construits	- Supprimé, Voir A 08 02	
A 07 03	Construire de nouveaux locaux pour la DG ESTP et un centre de stockage		- Supprimé, Voir A 08 03	
A 07 04	Effectuer les extensions dans 15 des 22 écoles	- Les nouveaux bâtiments de 15 écoles sont construits - Les 15 écoles emploient judicieusement les nouvelles extensions	- Supprimé, Voir A 08 03	
A 07 05	Appuyer la mise en oeuvre dans les écoles du projet d'une stratégie participative lors des nouvelles constructions		- Supprimé, Voir A 08 03	

R 8 : Les réhabilitations et extensions des écoles

	Activité	Indicateur initial DTF	Nouvelle définition Avril 2007	Moyen de vérification
A 08 01 *	Actualisation des besoins		- Les besoins sont réactualisés	- Rapports semestriel et annuels du projet
A 08 02 *	Etude et supervision des travaux		- Les dossiers d'appel d'offres sont établis - Les suivis des chantiers sont réalisés.	- Rapports semestriel et annuels du projet - Le DAO travaux - Les rapports de chantiers
A 08 03 *	Exécution des travaux		- 7 écoles sont partiellement réhabilitées et les nouveaux bâtiments sont construits - La DGEST est construite	- Rapports semestriel et annuels du projet - Rapports d'avancement des travaux des entreprises - Rapports de réceptions provisoires et définitives des travaux.
A 08 04 *	Entretien et maintenance des écoles soutenues par le projet		- Les écoles entretiennent les bâtiments - Le coût de maintenance au m ² de bâtiment est connu	- Rapports semestriel et annuels du projet - Rapports de maintenance établis par les écoles

10.9 Aperçu des marchés publics

Résumé des sous-traitance et appels d'offres

(Une fiche par nouveau contrat de sous-traitance dans la période sous revue)

1. Acquisition d'un générateur pour les bureaux du BEET.

Mode de passation de marché : Appel d'offre restreint (cinq fournisseurs)

Date de l'appel d'offre : 20/12/2005

Date de début de contrat de sous-traitance : 07/02/2006

Nom du sous-traitant (ou firme) : ATECAR

Objet du contrat : Acquisition d'un générateur

Coût du contrat : quinze millions sept cent trente six mille quatre cent cinquante (15.736.450) francs burundais HT

Durée du contrat : un mois

2. Acquisition de 20 ordinateurs, 5 imprimantes et 20 onduleurs pour le BEET

Mode de passation de marché : Appel d'offre restreint (dix fournisseurs)

Date de l'appel d'offre : 18/11/2005

Date de début de contrat de sous-traitance : 05/01/2006

Nom du sous-traitant (ou firme) : MI-SOFT

Objet du contrat : Acquisition de 20 ordinateurs, 5 imprimantes et 20 onduleurs pour le BEET

Coût du contrat : trente cinq millions neuf cent mille (35.900.000) francs burundais HT

Durée du contrat : un mois

3. Réhabilitation des bureaux du BEET (appel d'offre N° BDI/092)

Mode de passation de marché : Appel d'offre restreint (sept entreprises)

Date de l'appel d'offre : 17 et 20/02/2006

Date de début de contrat de sous-traitance : 22/03/2006

Nom du sous-traitant (ou firme) : ECAIR

Objet du contrat : Réhabilitation des bureaux du BEET

Coût du contrat : dix sept millions six cent cinquante deux mille quatre cent quinze (17 652 415) francs burundais HT

Durée du contrat : deux mois

4. Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation/extension de 7 écoles techniques et professionnelles et la construction de la DGEST du MINEDUC (appel d'offre N° BDI/090)

Mode de passation de marché : Appel d'offre ouvert

Date de l'appel d'offre : 27/02/06 ; 01/03/06 ; 06/03/06 ; 10/03/06 ; 13/03/06

Date de début de contrat de sous-traitance : 09/06/06

Nom du sous-traitant (ou firme) : A C.

Objet du contrat : Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation / extension de 11 écoles techniques et professionnelles et la construction de la DGEST du MINEDUC

Coût du contrat : deux cent trente et un millions cinq cent cinquante huit mille cent quatre vingt (231 558 180) francs burundais HT

Avenant au contrat : cent dix millions deux cent trente deux mille sept cent soixante neuf (110 232 769) francs burundais HT

Durée du contrat : trente six mois (y compris avenant et dépendant des travaux)

5. Acquisition d'un véhicule pick up et un minibus

Mode de passation de marché : Appel d'offre restreint (cinq fournisseurs)

Date de l'appel d'offre : Septembre 08

Date de début de contrat de sous-traitance :

Nom du sous-traitant (ou firme) : TOYOTA

Objet du contrat : Acquisition d'un véhicule pick up et d'un minibus

Coût du contrat : quarante deux mille neuf cent nonante deux (42 992) Euros

Durée du contrat :

6. Acquisition d'équipements informatiques (appel d'offres N°BDI/118)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : site web CTB le 26/09/06, journaux de la place « le renouveau » les 02 et 03/10/06 et dans le « net press » les 02 et 03/10/06.

Date de début de contrat de sous-traitance : En attente d'approbation de la CTB

Nom du sous-traitant (ou firme) : SOFT CENTER

Objet du contrat : Acquisition de 80 ordinateurs de bureau, 80 imprimantes, 80 onduleurs et une imprimante couleur.

Coût du contrat : cent trente millions cinq cent soixante quatre mille deux cent quatre vingt six (130.564.286) francs burundais HTT

Durée du contrat : Trente jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

7. Acquisition d'équipements bureautiques (appel d'offres N°BDI/119)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : site web CTB le 26/09/06, journaux de la place « le renouveau » les 28 et 29/09/06 et dans le « net press » les 27 et 28/09/06

Date de début de contrat de sous-traitance : En attente d'approbation de la CTB

Nom du sous-traitant (ou firme) : SOFT CENTER

Objet du contrat : Acquisition de 23 photocopieuses (16 ppm), une photocopieuses (30 ppm) et 2 scanners.

Coût du contrat : vingt millions neuf cent trente huit mille nonante quatre (20.938.094) francs burundais HTT

Durée du contrat : Trente jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

8. Réhabilitation extension de l'ETS de Kamengé (lot N°1 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007.

Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage

Nom du sous-traitant (ou firme) : AGGLOBU

Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ETS de Kamengé

Coût du contrat : un milliard cent trente millions deux cents quatre vingt mille neuf cent trente deux (1.130 280 932) francs burundais HTT

Durée du contrat : trois cents jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

9. Réhabilitation extension de l'ET de Bubanza (lot N°2 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : ECBROH
Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ET de Bubanza
Coût du contrat : Cent quarante sept millions vingt deux mille sept cent treize (147 022.713) francs burundais HTI
Durée du contrat : cent quatre vingt jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

10. Réhabilitation extension de l'ETM de Kiremba (lot N°3 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : ROBUCCO - BAMA
Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ETM de Kiremba
Coût du contrat : cinq cent cinquante neuf millions sept cent nonante sept mille sept cent huit (559.797.708) francs burundais HTI
Durée du contrat : trois cents jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

11. Réhabilitation extension de l'ITAB de Gifuruzi (lot N°4 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007.
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : BETUCO BETTRACO
Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ITAB de Gifuruzi
Coût du contrat : trois cent quarante huit millions cinq cent quatre vingt deux mille nonante trois (348.582.093) francs burundais HTI
Durée du contrat : trois cents jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

12. Réhabilitation extension de l'ETSA de Gitega (lot N°5 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007.
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : COCIVA - SBTP
Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ETSA de Gitega
Coût du contrat : Cent septante et un millions trois cent quatre mille trois cent nonante quatre (171 304.394) francs burundais HTI
Durée du contrat : cent quatre vingt jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur

13. Réhabilitation extension de l'EPC de Kiganda (lot N°6 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007.
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : SRMB
Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'EPC de Kiganda
Coût du contrat : quatre cent septante sept millions six cent soixante et un mille trois cent dix neuf (477.661.319) francs burundais HTT
Durée du contrat : cent quatre vingt jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur.

14. Réhabilitation extension de l'ITAB de Karuzi (lot N°7 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007.
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : BERCO COCOGEL
Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ITAB de Karuzi
Coût du contrat : Deux cent quarante millions cent quatre vingt un mille huit cent cinquante six (240.181.856) francs burundais HTT
Durée du contrat : cent quatre vingt jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur.

15. Construction de la DGEST (lot N°8 appel d'offres N°BDI/134)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE et CTB le 05/03/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08 mars 2007
Date de début de contrat de sous-traitance : réception de l'avance au démarrage
Nom du sous-traitant (ou firme) : ECBROH
Objet du contrat : Construction de la DGEST
Coût du contrat : cent vingt cinq millions six cent vingt huit mille neuf cent quatre vingt huit (125.628.988) francs burundais HTT
Durée du contrat : cent quatre vingt jours après la réception de l'avance au démarrage du fournisseur.

16. Réhabilitation des équipements lourds (appel d'offres N° CTB/BDI/158)

Mode de passation de marché : Appel d'offre national
Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 07/08/07 et 17/10/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 07 et 08/08/07 et les 17 et 18/10/07.
Date de début de contrat de sous-traitance : 19/12/07
Nom du sous-traitant (ou firme) : METALUBIA
Objet du contrat : Fourniture de pièces, installation et mise en service d'équipements lourds pour trois écoles techniques soutenues par le projet AESTP
Coût du contrat : Nonante sept millions trois cent soixante cinq mille six cent dix (97.365.610) francs burundais HTT
Durée du contrat : Cent vingt jours calendrier.

17. Equipements didactique et matière d'œuvre (appel d'offres CTB/BDI/172 lot N° 1)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 05/10/07 et 28/11/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06/10/07 et les 28 et 29/10/07.
Date de début de contrat de sous-traitance : 16/04/08
Nom du sous-traitant (ou firme) : LUCAS NÜLLE
Objet du contrat : équipements didactique et matière d'œuvre lot N°1 électricité
Coût du contrat : un millions sept cent un mille deux cent trente sept (1 701 237,16) €uros et seize cents HTT
Durée du contrat : Cent quatre vingt jours calendrier à partir de la date de notification

18. Equipements didactique et matière d'œuvre (appel d'offres CTB/BDI/172 lot N° 2)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 05/10/07 et 28/11/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06/10/07 et les 28 et 29/10/07.
Date de début de contrat de sous-traitance : 16/04/08
Nom du sous-traitant (ou firme) : ACIA
Objet du contrat : équipements didactique et matière d'œuvre lot N°2 mécanique
Coût du contrat : sept cent cinquante neuf mille cent nonante six (759 196,46) €uros et quarante six cents HTT
Durée du contrat : Cent quatre vingt jours calendrier à partir de la date de notification

19. Equipements didactique et matière d'œuvre (appel d'offres CTB/BDI/172 lot N° 3)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 05/10/07 et 28/11/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06/10/07 et les 28 et 29/10/07
Date de début de contrat de sous-traitance : 16/04/08
Nom du sous-traitant (ou firme) : ACIA
Objet du contrat : équipements didactique et matière d'œuvre lot N°3 art plastique
Coût du contrat : nonante et un mille quarante deux (91 042,84) €uros et quatre vingt quatre cents HTT
Durée du contrat : Cent quatre vingt jours calendrier à partir de la date de notification.

20. Equipements didactique et matière d'œuvre (appel d'offres CTB/BDI/172 lot N° 4)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international
Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 05/10/07 et 28/11/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06/10/07 et les 28 et 29/10/07.
Date de début de contrat de sous-traitance : 16/04/08
Nom du sous-traitant (ou firme) : CECOFORMA
Objet du contrat : équipements didactique et matière d'œuvre lot N°4 couture
Coût du contrat : cent vingt cinq mille huit cent nonante cinq (125 895,46) €uros et quarante six cents HTT
Durée du contrat : Cent quatre vingt jours calendrier à partir de la date de notification.

21. Equipements didactique et matière d'œuvre (appel d'offres CTB/BDI/172 lot N° 5)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 05/10/07 et 28/11/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06/10/07 et les 28 et 29/10/07.

Date de début de contrat de sous-traitance : 16/04/08

Nom du sous-traitant (ou firme) : ACIA

Objet du contrat : équipements didactique et matière d'œuvre lot N°5 travaux publics

Coût du contrat : cent septante trois mille cinq cents (173 500,52) €uros et cinquante deux cents HTT

Durée du contrat : Cent quatre vingt jours calendrier à partir de la date de notification.

22. Equipements didactique et matière d'œuvre (appel d'offres CTB/BDI/172 lot N° 6)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 05/10/07 et 28/11/07 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06/10/07 et les 28 et 29/10/07

Date de début de contrat de sous-traitance : 16/04/08

Nom du sous-traitant (ou firme) : PIERRON

Objet du contrat : équipements didactique et matière d'œuvre lot N°6 agronomie

Coût du contrat : huit cent un mille six cents quatre vingt trois (801.683,16) €uros et seize cents HTT

Durée du contrat : Cent quatre vingt jours calendrier à partir de la date de notification.

23. Acquisition livres scolaire technique (appel d'offres CTB/BDI/190)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : Sur le site CTB le 25/02/08 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 25 et 26/02/08

Date de début de contrat de sous-traitance : 10/06/08

Nom du sous-traitant (ou firme) : CELF

Objet du contrat : acquisition de livres scolaires techniques

Coût du contrat : deux cent quarante sept mille deux cent cinquante cinq (247.255,01) €uros et un cent HTT

Durée du contrat : Cent cinquante jours calendrier à partir de la date de notification

24. Réhabilitation extension de l'ITAB de Gihanga (lot N°1 appel d'offres N° CTB/BDI/203)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE 01/08/08 et CTB le 05/08/08 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06 août 2008

Date de début de contrat de sous-traitance : 14/11/08

Nom du sous-traitant (ou firme) : Groupement BAMA - ECRB

Objet du contrat : Réhabilitation extension de l'ITAB de Gihanga

Coût du contrat : neuf cent soixante quatre millions deux cent trente deux mille trente (964.232 030) Francs Burundais HTT

Durée du contrat : deux cent septante jours après la date de notification.

25. Réhabilitation extension de l'ITAB de Kigamba (lot N°2 appel d'offres N° CTB/BDI/203)

Mode de passation de marché : Appel d'offre international

Date de l'appel d'offre : Sur le site OCDE 01/08/08 et CTB le 05/08/08 et dans les journaux de la place (Le Renouveau et Net Press) les 05 et 06 août 2008.

Date de début de contrat de sous-traitance : 14/11/08

Nom du sous-traitant (ou firme) : BERCO COCOGEL
Objet du contrat : Réhabilitation extension de P'TAB de Kigamba
Coût du contrat : six cent dix millions cinq cent vingt et un mille huit cent neuf (610 521.809)
Francs Burundais HTT
Durée du contrat : deux cent septante jours après la date de notification

